

advance payment. It was questioned by the Auditor General and by AECL. No steps have yet been taken by AECL to resolve this matter beyond asking UDI for further details. AECL has not defined standards of acceptable documentation. Similarly, AECL has yet to establish procedures for monitoring the services performed by UDI.

42. A number of questions remain unanswered about the apparent saving of approximately \$1.5 million which arose because AECL's obligation to Eisenberg was reduced from \$20 million to \$18.5 million. How did Mr. Campbell know what AECL was saving when the Memorandum of Understanding provided for an undetermined amount of expenses and overhead? Why did Mr. Eisenberg limit his expenses to \$5.4 million when he claims his actual expenses were much higher? Why did Mr. Gray testify that his conscience would not have allowed him to keep the savings and that he would have given a credit note to the client, the Korean Electric Company? What authority did Mr. Campbell have to appoint Mr. Eisenberg as exclusive agent for any future sales? What was to be the fee payable for any future sales?

43. The Auditor General reviewed the \$15,373,181 payment to UDI and concluded that the documentation available did not constitute proof that expenses claimed by UDI had been incurred for services rendered for the benefit of AECL.

44. The Auditor General held a number of meetings with AECL's management to discuss the matter further and it was drawn to the attention of the Audit Committee of the Board. AECL attempted to obtain adequate documentation. Since the matter could not be resolved to the Auditor General's satisfaction, he reported the findings in his 1976 Report to Parliament.

45. Although Mr. Eisenberg agreed in principle to let the Auditor General review his books, the latter was not prepared to undertake such an examination without the provision that he could report his findings to Parliament, if Parliament insisted upon him doing so. Mr. Eisenberg was not prepared to accept the Auditor General's terms, insisting that any matters not strictly related to the item under investigation, would have to remain confidential.

46. Your Committee invited Mr. Eisenberg to appear as a witness with his records. He refused.

#### *Financial Management and Control*

47. In his 1976 Report, the Auditor General commented on the financial management and control practices of AECL. At the request of your Committee, the Auditor General tabled his detailed report on AECL, which outlined numerous problems and recommendations.

48. When AECL became involved in substantial commercial activities, its financial practices did not keep pace. Lacking adequate staff and expertise, the company seriously misjudged the risks it was taking. AECL no doubt suffered from the impact of inflation, but the magnitude of the losses clearly indicated fundamental weaknesses in its procedures.

remboursement partiel de l'avance. Le vérificateur général et l'EACL ont mis en doute cette facture. L'EACL n'a pris encore aucune mesure pour la faire rectifier si ce n'est de demander à UDI des renseignements supplémentaires. Elle n'a pas fixé de normes quant à la présentation des documents recevables. Par ailleurs, elle n'a pas encore établi de procédure pour contrôler les services rendus par UDI.

42. Un certain nombre de questions restent sans réponse quant à l'épargne d'environ 1.5 million de dollars réalisée du fait que les obligations de l'EACL envers M. Eisenberg ont été ramenées de 20 millions de dollars à 18.5 millions de dollars. Comment M. Campbell a-t-il su que l'EACL épargnait alors que le protocole d'entente ne mentionnait aucun montant fixe de dépenses et de faux frais? Pourquoi M. Eisenberg a-t-il limité ses dépenses à 5.4 millions de dollars alors qu'il prétend qu'elles étaient en réalité beaucoup plus élevées? Pourquoi M. Gray a-t-il affirmé qu'en toute conscience il ne pouvait pas garder l'épargne et qu'il porterait un crédit au compte de la *Korean Electric Company*? Quelle autorité avait M. Campbell pour désigner M. Eisenberg comme agent unique pour toute vente ultérieure? Quelle fut la rémunération payable pour de telles ventes ultérieures?

43. Le vérificateur général a examiné le paiement de \$15,373,181 versé à UDI et a conclu que les documents fournis ne prouvaient pas que les dépenses réclamées par UDI découlaient de services exécutés au profit de l'EACL.

44. Le vérificateur général a tenu un certain nombre de réunions avec les administrateurs de l'EACL pour approfondir cette question qu'il a portée à l'attention du Comité de vérification du Conseil. L'EACL a tenté d'obtenir des documents pertinents. Puisque la question ne pouvait être réglée à la satisfaction du vérificateur général, celui-ci a énoncé ses conclusions dans son rapport de 1976 au Parlement.

45. Malgré le fait que M. Eisenberg ait accepté, en principe, que le vérificateur général examine ses livres, ce dernier n'était disposé à entreprendre de telle examination sans la provision qu'il pouvait remettre des conclusions au Parlement si le Parlement l'exigeait. M. Eisenberg n'était pas disposé à se plier aux conditions du vérificateur général, insistant que toute matière ne portant pas directement à la question devait demeurer confidentielle.

46. Votre Comité invita M. Eisenberg à comparaître comme témoin avec ses documents. Il refusa.

#### *Gestion et contrôle financiers*

47. Dans son rapport de 1976, le vérificateur général a commenté les pratiques de gestion et de contrôle financiers de l'EACL. A la demande de votre Comité, il a déposé un rapport détaillé sur l'EACL dans lequel il énumérait quantité de problèmes et de recommandations.

48. Lorsque l'EACL a étendu ses activités commerciales, elle n'a pas modifié ses pratiques financières. Faute de personnel et de compétences suffisants, la compagnie a mal jugé les risques qu'elle prenait. L'EACL a sans doute souffert des contrecoups de l'inflation, mais l'importance de ses pertes révèle clairement des faiblesses fondamentales dans les méthodes suivies.